



**Assemblée générale**

Distr.  
GÉNÉRALE

A/CONF.189/10/Add.6  
20 août 2001

FRANÇAIS  
Original: ANGLAIS,  
ESPAGNOL ET FRANÇAIS

CONFÉRENCE MONDIALE CONTRE LE RACISME,  
LA DISCRIMINATION RACIALE, LA XÉNOPHOBIE  
ET L'INTOLÉRANCE QUI Y EST ASSOCIÉE

Durban, 31 août-7 septembre 2001  
Point 9 de l'ordre du jour provisoire

**THÈMES DE LA CONFÉRENCE**  
**COMMUNICATIONS D'ONG**

**Communication \* présentée par le Lobby européen des femmes**

Le secrétariat a reçu l'exposé écrit ci-après, qui est communiqué à la Conférence mondiale.

---

\* Communication publiée telle quelle, sans avoir été revue par les services d'édition.

Fondé en 1990, le Lobby européen des femmes (LEF) est une alliance d'organisations non gouvernementales de femmes, nationales et européennes, qui travaillent pour promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes et garantir que l'égalité des sexes et les droits des femmes soient pris en compte dans toutes les politiques de l'Union européenne. La question du racisme et de la discrimination raciale constitue une priorité pour le LEF, car nous pensons que dans le cadre général de la lutte contre le racisme, des mesures ciblées et spécifiques pour les femmes sont nécessaires. Le LEF souhaite souligner que même si nous appartenons tous à la race humaine, il importe de reconnaître la diversité (couleur, culture, religions, ethnicité, sexe) des êtres humains. Le LEF demande donc aux gouvernements de prendre des mesures législatives concrètes pour combattre le racisme.

Le LEF suit avec intérêt les négociations gouvernementales dans le contexte de la Conférence mondiale contre le racisme, les discriminations raciales et l'intolérance (CMCR). Dans l'ensemble, il accueille favorablement l'accent mis sur l'intégration d'une perspective sexo-spécifique dans le processus de la CMCR, mais regrette que tout au long des négociations, des débats et de la rédaction, les gouvernements n'aient fait montre d'aucun engagement politique clair. A cet égard, le LEF rappelle que la lutte contre le racisme sous toutes ses formes fait partie des responsabilités fondamentales des gouvernements. Par ailleurs, la question des formes de discrimination multiple vécues par les femmes, en raison du croisement entre le genre et l'origine ethnique, doit impérativement être traitée de manière détaillée.

Rappelant les recommandations exprimées dans son document politique de juin 2001, le LEF insiste à nouveau sur les éléments fondamentaux suivants dans le cadre de la lutte contre le racisme, la discrimination raciale et l'intolérance :

1. Le LEF demande l'adoption d'un **programme d'action et de mesures de suivi forts et détaillés**, en particulier :
  - L'adoption d'un plan d'action détaillé pour éliminer le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance, qui encouragerait les Etats à élaborer des **Plans d'Action Nationaux (PAN)** identifiant des mesures et des programmes concrets au niveau national, et à créer un organe exécutif national, reflet de la diversité de la société, chargé de mettre en œuvre ces PAN ;
  - L'intégration complète d'une **dimension sexo-spécifique** dans le plan d'action et les PAN, entre autres l'élaboration de lignes directrices et d'indicateurs sensibles à la dimension de genre et sexo-spécifiques, et l'utilisation de données ventilées selon le sexe et l'ethnicité à tous les niveaux ;
  - L'engagement à **réviser le processus cinq ans après la CMCR**, afin d'évaluer et procéder à une estimation critique des progrès accomplis par les gouvernements sur la question de la lutte contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance ;
  - La mise au point d'une **méthodologie étudiant le croisement entre l'origine ethnique et le sexe**, et identifiant les formes de discrimination multiple ainsi que leurs effets sur les femmes ; Cette méthodologie serait à la base de la conception et de la mise en œuvre d'instruments légaux, de politiques et de programmes visant à éliminer le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance;

- La reconnaissance du **rôle de la société civile**, y compris celui des ONG qui combattent le racisme, les groupes de minorité ethnique et les victimes du racisme, et l'engagement envers un renforcement du dialogue et de la coopération avec celle-ci ;
  - La garantie d'un **cadre légal solide**, qui à la fois défendrait les droits humains des personnes, femmes et hommes, qui se heurtent au racisme, et prévoirait des sanctions pénales suffisantes pour tout comportement raciste.
2. Soulignant que la **pauvreté et l'exclusion sociale** figurent parmi les principales caractéristiques de la discrimination raciale rencontrée par les femmes migrantes et de minorité ethnique, les femmes réfugiées et les demandeuses d'asile, le LEF exige l'adoption de mesures d'encouragement à leur intégration dans le pays d'accueil (cours de langue et de culture du pays d'accueil, conseils juridiques gratuits, éducation, soins de santé, gardes d'enfants de bonne qualité et abordables).
  3. La situation des femmes migrantes dépendantes se révélant très précaire dans de nombreux pays en raison de l'absence de droits individuels, le LEF exige que les Etats accordent un **statut juridique indépendant et un permis de travail** aux conjoint(e)s des travailleurs migrants, et que des lois visant à protéger les femmes domestiques migrantes contre l'exploitation et les abus sexuels soient adoptées.
  4. L'indépendance économique des femmes noires, migrantes et de minorité ethnique étant fondamentale pour améliorer leur situation et enrayer le racisme, la discrimination raciale et l'intolérance, le LEF presse les Etats de mettre à disposition **des femmes migrantes et de minorité ethnique des informations sur le système éducatif** au niveau local, et de promouvoir des campagnes de sensibilisation au sein des communautés de minorité ethnique sur l'importance de l'éducation des femmes et des hommes à tous les âges, quelles que soient leurs convictions religieuses.
  5. **Les médias** doivent accorder davantage d'attention à la réalité et aux préoccupations des femmes noires, migrantes et de minorité ethnique, afin de promouvoir une image positive et complète de la vie des femmes et de mettre fin aux stéréotypes, dont l'effet se révèle nuisible.
  6. Le LEF souhaite insister sur les **effets dévastateurs de la pornographie** en particulier dans la promotion de stéréotypes racistes qui frappent les femmes noires, migrantes et de minorité ethnique, présentées comme des objets sexuels "exotiques". Il est de la responsabilité des gouvernements de prendre toutes les mesures nécessaires pour y mettre fin.

7. Le LEF souligne que **le racisme viole les droits humains** des groupes cibles, en particulier avec le phénomène de la traite pour la prostitution, l'industrie du sexe et le travail domestique. Le LEF demande donc instamment aux Etats d'adopter des mesures concrètes pour éradiquer le phénomène de la traite des femmes et les formes contemporaines d'asservissement des femmes et des enfants, via l'application d'une législation adéquate et l'élaboration de mesures préventives dans les pays d'origine de ces femmes et enfants; en particulier, la signature et la mise en œuvre du *Protocole destiné à prévenir, à supprimer et à punir la traite des personnes, spécialement des femmes et des enfants* qui complète la Convention des Nations unies contre le crime transnational organisé.
8. Dans tous les futurs développements relatifs aux **politiques d'immigration, des réfugiés et d'asile**, le LEF recommande que les préoccupations propres aux femmes soient pleinement reconnues, y compris les besoins spécifiques aux femmes demandeuses d'asile menacées de persécution sexuelle, d'oppression et de violence.

*Juin 2001*

-----